

Le destin de l'Orient arabe

Mesamarat al-Gayb, 16 septembre 1945

Les hommes n'ont d'autre sujet de conversation, en ces jours mêmes, que ce conseil qui se réunit désormais à Londres, composé des ministres des Affaires étrangères des cinq grandes puissances — les propres débats de ce même conseil alimentant à la fois les dépêches télégraphiques, les émissions radiophoniques, et les colonnes des journaux.

Ces mêmes débats varient naturellement, différant non seulement selon les sujets que ce même conseil pourrait aborder, mais différant aussi selon les perspectives variées que les différentes nations elles-mêmes apportent à chacun de ces mêmes sujets.

Il suffit d'en prendre un seul exemple : ce même conseil étudie, parmi les affaires qu'il traite, le traité de paix que l'on veut imposer à l'Italie — et il apparaît entièrement clair que les propres vues des grandes puissances sur ce même traité s'accordent sur un point, tout en divergeant fortement sur un autre. Elles s'accordent à dire que l'Italie, puissance vaincue, doit être amenée à accepter une paix reflétant sa propre défaite, et le propre triomphe des Alliés ; s'accordent aussi à dire que l'Italie s'est rendue tôt, facilitant certaines affaires de guerre pour les Alliés, les assistant quelque peu vers la victoire, et méritant donc une certaine mesure d'indulgence. Au-delà de cela, cependant, elles divergent fortement — une divergence enracinée dans les intérêts différents que les Alliés eux-mêmes tiennent à assurer, en Europe, en Méditerranée, et dans les deux moitiés, orientale et occidentale, de cette même mer à la fois...

Les États-Unis d'Amérique, par exemple, ne possèdent nul territoire en Europe, ni en Afrique, ni en Asie, le long des rives de la Méditerranée — et n'ont donc, pour cette raison même, nul véritable intérêt colonial, à proprement parler, à assurer. Ce qui les préoccupe véritablement, plutôt, c'est qu'une paix juste s'installe dans ces mêmes pays, une paix imprégnée de démocratie, à l'américaine, non de socialisme britannique, ni de communisme russe — une paix permettant à l'Italie de recouvrer, avant peu, une certaine mesure de sa propre force, pour devenir une réelle source d'équilibre dans cette même région ; une paix, aussi, capable d'aider à la propagation de la prospérité, à l'essor du commerce, et à la reprise des échanges véritables entre le Nouveau Monde, et cette

même partie de l'Ancien.

La Russie, de même, ne possède nulles possessions dans ces mêmes pays — mais elle a des alliés, et des soutiens, dont le propre bénéfice du traité de paix avec l'Italie la préoccupe véritablement : la Yougoslavie lésée doit véritablement obtenir une certaine mesure d'équité, aux dépens de l'Italie injuste. La Russie pourrait bien nourrir, elle aussi, des espoirs économiques dans cette région particulière du globe — mais elle nourrit, avant toute chose, des espoirs politiques, liés à son propre rêve ancien d'étendre sa propre influence jusqu'à la Méditerranée elle-même.

Jusqu'ici, donc, les États-Unis et la Russie pourraient bien compter comme des éléments de modération, aidant véritablement à assurer l'équilibre dans la paix qui sera imposée à l'Italie. J'ai bien failli oublier la Chine — sa propre présence à ce même conseil, en ce qui concerne ce traité italien, demeure très proche du théorique. Il n'en va pas de même, cependant, pour la Grande-Bretagne et la France : chacune détient des intérêts véritablement considérables dans cette même partie du monde. La France est la propre voisine de l'Italie en Europe, la propre voisine de l'Italie en Afrique, la propre partenaire de l'Italie en Méditerranée — et demeure, au-delà de tout cela, véritablement lésée, n'ayant jamais oublié la propre trahison de Mussolini à son égard, en juin 1940. Quant aux propres intérêts de la Grande-Bretagne, et à ses propres ambitions, en Méditerranée occidentale comme orientale, ils sont bien trop évidents pour nécessiter une réelle explication.

Et c'est ainsi que chacune de ces mêmes cinq puissances considère la paix avec l'Italie à travers deux prismes à la fois : l'un partagé avec ses propres consœurs, l'autre véritablement le sien propre, lié aux intérêts, et aux ambitions, qu'elle-même tient à assurer.

L'affaire ne se limite pas non plus à ces mêmes cinq grandes puissances seules : d'autres États, aussi, détiennent leurs propres intérêts, ambitions et espoirs, et considèrent le traité italien exactement selon ces mêmes intérêts, ambitions et espoirs. La Grèce demeure véritablement lésée par l'Italie, et réclame les îles du Dodécanèse ; la Turquie considère ces mêmes îles d'un regard empli d'un réel espoir, un espoir qui souhaite se révéler, mais qui en éprouve une réelle gêne, car la Turquie n'a en réalité rejoint la guerre qu'après qu'elle fut déjà terminée. La Yougoslavie demeure véritablement lésée aussi, réclamant une étendue de terre longtemps disputée entre elle et l'Italie. Même l'Autriche nourrit ses propres ambitions, dans le Tyrol. Et si nous

laissions de côté toutes ces mêmes nations, pour nous tourner plutôt vers les nations arabes... nous trouverions l'Égypte elle-même véritablement lésée par l'Italie, qui s'empara d'une partie de son propre territoire au siècle dernier, empoisonnant la propre existence du Parti national — nul n'a oublié l'histoire des dépendances senoussies.

L'Égypte demeure véritablement lésée, aussi, par l'Italie qui l'attaqua de nouveau en ce même siècle, redessinant les propres frontières de la Libye aux dépens de l'Égypte, avec l'assistance britannique — s'emparant de Jaghboub, et de tout ce qui s'y rattachait, en vertu de ce même traité que Son Excellence Sidqi Pacha conclut, un traité dont l'Égypte comme la Grande-Bretagne payèrent le prix véritablement cher, dans cette guerre même. L'Égypte demeure véritablement lésée, enfin, par l'Italie qui attaqua son propre sol dans cette guerre la plus récente, atteignant, avec ses propres alliés allemands, El-Alamein, frappant, avec ses propres alliés allemands, les villes égyptiennes, et les infrastructures égyptiennes.

Tout cela devrait naturellement pousser l'Égypte vers une réelle attention au traité de paix que l'on veut imposer à l'Italie — vers l'exigence de la restitution de toute terre que l'Italie lui a arrachée, au siècle dernier, et en celui-ci ; vers l'exigence que ses propres frontières soient sécurisées, afin qu'elle ne soit plus jamais exposée à l'agression italienne ; et vers l'exigence, au-delà de tout cela, d'une certaine mesure de réelle latitude dans sa propre liberté pratique, au sein de cette partie voisine de l'Afrique du Nord, et de son propre droit à toutes les réparations imposées aux Italiens.

L'Égypte, en réclamant tout cela, ne commet nulle injustice, n'impose nul fardeau déraisonnable — elle n'a jamais invité les Italiens à lui arracher une partie de ses propres possessions en Afrique orientale, ni à lui arracher Jaghboub, ni à attaquer son propre sol, et à frapper ses propres villes et infrastructures. Il demeure parmi les plus simples de ses propres droits d'exiger la restitution de ce qui lui a été pris, de sauvegarder son propre avenir, et de s'assurer une mesure raisonnable de réelle sécurité.

La chose véritablement amusante, dans toute cette histoire, c'est que ce sont les Britanniques eux-mêmes qui tenaient tant à apaiser l'Italie — ce sont eux-mêmes qui apaisèrent l'Italie aux dépens de l'Égypte, au siècle dernier, et en celui-ci — et ce sont eux-mêmes qui reçurent, de l'Italie, exactement la récompense de Sinimmar ! Il est donc

tout naturel qu'ils déploient désormais tous les efforts en leur pouvoir, pour restituer à leur propre amie et alliée, l'Égypte, exactement ce qu'ils lui ont pris, et donné à leur propre ennemie, l'Italie. Les Britanniques, en effet, promirent à l'Égypte, durant le dernier ministère wafdiste, de déployer tous leurs efforts pour assurer la propre participation de l'Égypte à la conférence de paix, chaque fois que des questions la concernant seraient débattues — lui promettant, aussi, que la Grande-Bretagne n'entrerait jamais dans des négociations touchant les intérêts égyptiens, sans d'abord consulter l'Égypte à ce sujet.

Nous ignorons si les Britanniques ont honoré cette même promesse qu'ils s'étaient faite à eux-mêmes, ou ne l'ont pas honorée ; nous ignorons aussi jusqu'où ils sont réellement allés, ou entendent aller, dans son accomplissement. Notre propre gouvernement ne nous a rien dit du tout à ce sujet — mais nous savons que le gouvernement égyptien lui-même a déjà envoyé un mémorandum au conseil désormais réuni à Londres, exposant ce qu'il considère comme la propre opinion de l'Égypte sur le traité de paix avec l'Italie. Nous ignorons si ce même mémorandum fut l'objet d'une réelle consultation entre l'Égypte et sa propre alliée, ou si l'Égypte l'a envoyé entièrement de sa propre initiative, sans nul accord préalable avec nos propres amis britanniques.

Ce qui ne fait absolument aucun doute, c'est que le mémorandum égyptien pourrait bien être rédigé avec un réel talent diplomatique, alliant précision et modération — mais il demeure, en tout cas, véritablement tiède, ne reflétant nulle réelle conviction dans la justice de la cause, nul réel empressement à l'assurer, nulle réelle insistance à l'atteindre. Il pourrait bien être marqué, de surcroît, par une certaine ambiguïté véritablement dangereuse : il pourrait bien être juste, et légitime, de tenir un référendum en Libye — mais il est tout aussi juste, et légitime, que la propre terre de l'Égypte, prise en vertu du traité Sidqi Pacha, lui soit d'abord restituée, avant tout référendum de ce genre en Libye.

Il pourrait bien s'agir d'un fait établi que l'Égypte et la Grande-Bretagne partagent actuellement l'administration du Soudan, comme le dit le mémorandum lui-même — mais il demeure une vérité égyptienne établie, dont nul gouvernement égyptien ne devrait jamais douter, ni jamais l'exposer au doute, que le Soudan, quoi qu'on lui ait pris, et quoi qu'on puisse lui restituer, demeure une partie véritable de la patrie, relevant d'une seule souveraineté qui ne devrait jamais être divisée : la souveraineté du peuple même qui habite la vallée du Nil. Le

gouvernement égyptien aurait dû, alors, exiger, premièrement, la restitution de ce qui fut pris à l'Égypte au siècle dernier, et en celui-ci ; deuxièmement, des mesures pour sécuriser les propres frontières de l'Égypte en Afrique du Nord et à l'est ; troisièmement, le propre droit garanti de l'Égypte aux réparations — et exprimer ensuite seulement sa propre opinion sur l'avenir de la Libye, fondée sur un référendum. Bien que je demeure moi-même véritablement sceptique quant à la réelle valeur de tout référendum que les Britanniques, actuellement installés dans cette même partie de l'Afrique du Nord, pourraient mener — surtout compte tenu de la propre nature du territoire libyen, et de la dispersion du peuple qui l'habite. Un référendum pourrait bien se révéler réalisable dans les villes — mais un référendum dans le désert demeure une proposition véritablement douteuse.

Voilà donc un tableau de la propre vision des nations arabes sur le traité désormais en préparation à Londres, pour être imposé aux Italiens. Mais il existe autre chose encore, que nous, en Orient arabe, sommes bien près de négliger, ou de laisser de côté : les négociations qui se déroulent en marge même de ce conseil, ouvertement parfois, discrètement à d'autres moments, et qui touchent de très près les intérêts propres de l'Orient arabe. Le ministre français des Affaires étrangères ne passe pas tout son temps à Londres à simplement étudier le traité de paix avec l'Italie — il étudie d'autres affaires aussi, les négociant réellement avec les propres vues de son collègue britannique, sondant réellement les vues de ses autres collègues à leur sujet également. Il étudie le problème de l'Allemagne occidentale ; étudie le problème du Proche-Orient ; étudie le problème de l'Extrême-Orient ; prépare le terrain pour un accord entre la Grande-Bretagne et la France sur ces mêmes problèmes ; et prépare le terrain, aussi, pour la conclusion de l'alliance anglo-française, dont la propre conclusion a déjà été retardée bien plus qu'il ne conviendrait.

Les Britanniques ne sont pas moins désireux que les Français d'assurer précisément cet accord même, et de parvenir à cette même alliance — et les Américains, eux aussi, espèrent véritablement que cet effort même réussisse, car il protégerait l'Europe occidentale du communisme, et assurerait au capital une influence suffisante au Proche-Orient, comme en Extrême-Orient à la fois.

Et si tout cela est vrai — et cela l'est, sans nul doute, entièrement — alors le propre destin du Proche-Orient se décide en ce moment même, à Londres, l'affaire devant y être réglée, tandis que le Proche-Orient

lui-même demeure véritablement inattentif, distrait, préoccupé de choses insignifiantes. Le général de Gaulle, en effet, a exposé le propre point de vue français dans son propre entretien avec le Times, plus tôt cette semaine même, et les milieux britanniques, officiels comme officieux, ont accueilli ce même point de vue avec une chaleur véritable, comme on dit.

Ce même point de vue est véritablement simple : une coopération précise, ouverte, entièrement dépourvue de toute tache, entre Britanniques et Français, dans tout ce qui touche le Proche-Orient. Ce que cela signifie, en termes véritablement clairs, c'est que la France devrait conserver sa propre influence, complète, au sein de ses propres zones d'influence en Méditerranée, que la Grande-Bretagne devrait conserver exactement la même, et que les deux devraient coopérer à la préservation de cette même influence.

Et ainsi les Français et les Britanniques monopolisent-ils entre eux l'influence politique et culturelle au Proche-Orient, permettant peut-être aux autres une petite mesure d'influence économique, ou la plus simple expansion culturelle.

Et la chose la plus étrange en tout cela est qu'il existe une Ligue arabe, établie cette année même — une Ligue que les Anglais eux-mêmes accueillirent avec plaisir à sa naissance, une Ligue véritablement soucieuse d'assurer une indépendance complète à ses propres membres — mais les Anglais semblent désormais l'oublier, peu à peu, afin de satisfaire la France ; tandis que les Français, pour leur part, ne la mentionnent que du bout des lèvres, haussant les épaules, secouant la tête. Quant à la Ligue elle-même, elle contemple son propre reflet dans le miroir, véritablement satisfaite de sa propre existence, et de ses propres objectifs — mais reporte la réalisation même de ces mêmes objectifs, jusqu'à ce que Dieu seul le veuille.

Ce qui se révèle véritablement le plus grave, en toute cette affaire, c'est que les grandes puissances elles-mêmes ne se contentent jamais de simplement se regarder dans le miroir, ni ne reportent la réalisation de leurs propres objectifs, et l'accomplissement de leurs propres espoirs — elles saisissent, plutôt, chaque occasion, et la saisissent bien.

Il me semble que la Ligue arabe agirait bien envers elle-même, et envers ses propres membres, si elle jetait un voile véritablement épais entre elle et le miroir, et regardait, plutôt, les événements qui se déroulent autour d'elle, au lieu de se regarder elle-même. Là, elle verrait un réel complot se tramer contre elle de tous côtés, et se verrait sur le

point de s'empêtrer dans les pièges qui lui sont tendus ; et elle verrait aussi que le résultat entièrement naturel d'une contemplation prolongée dans le miroir, d'un discours sans fin sur soi-même, et de la simple annonce de choses qui n'apportent nul bénéfice véritable, est précisément ceci : le resserrement des anneaux de l'influence étrangère autour de l'Orient arabe, des anneaux dont on ne trouvera peut-être nulle échappatoire ; et la cause palestinienne elle-même devenant victime de cette même contemplation dans le miroir, de ce même discours nombriliste, de ce même contentement face aux paroles vides publiées ici et là.

Je ne souhaite rien tant que de voir démentis ceux qui ont dit que la Ligue arabe n'était rien d'autre qu'une tromperie britannique, soulevée pendant la guerre, pour être ensuite entièrement négligée, une fois la paix arrivée.

J'espère véritablement que ceux qui tiennent ce discours soient démentis — et les démentir demeure véritablement facile, car cela repose entièrement entre les mains de la Ligue arabe elle-même : il suffit qu'elle cesse de se regarder si intensément dans le miroir, et qu'elle se tourne, plutôt, vers les peuples arabes eux-mêmes, bien davantage que vers les gouvernements européens et américains.